

Une autre route du lait : retour sur un parcours professionnel

A. Pflimlin

Rebâtir une Europe laitière plus durable, plus solidaire, plus démocratique ? Comment le fils d'un petit paysan du sud de l'Alsace est-il arrivé à se forger une opinion sur l'évolution souhaitable de l'élevage laitier européen et sur la politique qu'il faudrait mettre en œuvre ? André Pflimlin nous présente ce parcours singulier.

RÉSUMÉ

Au cours de sa vie professionnelle à l'Institut de l'Élevage, A. Pflimlin a fait de nombreuses missions et rencontres qui ont nourri sa réflexion. Les plus marquantes ont été celles avec les éleveurs laitiers herbagers autonomes. Cependant, malgré de bons résultats économiques et écologiques associés à la qualité de vie, malgré le soutien de la recherche pour mieux comprendre leur fonctionnement et leur résilience, ces systèmes semblent discrédités par la suppression des quotas. Celle-ci relance la course à l'intensification aux dépens du pâturage et le surinvestissement des laiteries dans la poudre de lait pour l'exportation : une double impasse à court terme face à un marché mondial étroit, très volatil et inéquitable mais aussi à long terme par rapport aux résolutions de la COP 21 et à la souveraineté alimentaire des pays du Sud.

SUMMARY

The milk road: some proposals and reflections from a life-long career

André Pflimlin started off as the son of a small farmer in southern Alsace and ended up as an engineer at the French Livestock Institute. Over the course of his long career and as the result of numerous influential projects, he has formed a variety of opinions about the European dairy industry and the policies that should be implemented. Encounters with dairy farmers using self-sufficient grassland systems were particularly important. However, such systems are in decline, despite their positive economic and environmental outcomes and despite research demonstrating their functionality and resilience. The abolition of milk quotas has worsened the situation by reviving two problematic practices: increased agricultural intensification that comes at the expense of grasslands and overinvestment by dairies in the production of powdered milk for export. These practices are a dead end both in the short term, given the global market, and in the long term, given the COP21 resolutions. However, it is not too late to establish a more sustainable, united, and democratic European dairy industry.

Deux formules d'Edgar MORIN (2007 et 2011) résument assez bien *a posteriori* les convictions que je portais en moi tout au long de ce parcours, de la ferme paternelle à l'Europe, du trèfle à la planète. La première montre que tout est lié : « *la terre dépend de l'homme qui dépend de la terre* ». Elle invite à porter un regard bienveillant sur le monde, du village à la planète. La seconde invite à la critique sans concession : « *Bureaucratie et compétitivité sont les deux mamelles de nos sociétés ; la première ignore les personnes, la seconde les manipule* ». Regard d'autant plus critique sur les institutions qu'elles sont plus puissantes, voire hégémoniques, telle la Commission Européenne.

Mes racines paysannes et européennes

Premier fils d'une petite ferme du sud de l'Alsace, j'étais programmé pour prendre rapidement la relève de mon père, de santé fragile. J'ai appris le métier avec plaisir et fierté, rêvant d'un troupeau d'une quinzaine de vaches, d'un pot trayeur et d'une nouvelle étable hors du village, là où mon père avait réussi à regrouper quelques prés plus accessibles au pâturage. Un jour, début 1960, alors que les journaux commençaient à parler du Marché Commun, le directeur du Foyer du Progrès Agricole est venu expliquer à mes parents qu'il vaudrait mieux que j'aie fait une formation dans une école régionale d'agriculture.

AUTEUR

Ancien ingénieur à l'Institut de l'Élevage et ancien président de l'A.F.P.F. ; apflimlin@yahoo.fr

MOTS CLÉS : Agriculture durable, évolution, politique agricole, prairie, production fourragère, production laitière, système d'élevage, système de production, travail.

KEY-WORDS : Agricultural policy, change in time, dairying, forage production, grassland, livestock system, production system, sustainable agriculture, work.

RÉFÉRENCE DE L'ARTICLE : Pflimlin A. (2015) : " Une autre route du lait : retour sur un parcours professionnel", *Fourrages*, 224, 329-336.

C'est ainsi que j'ai quitté nos 5 vaches et la ferme, au grand regret de mon père, bien qu'il m'en ait laissé le choix. Mais cette première expérience pratique m'a toujours servi de repère.

Je suis aussi né européen, à la fois allemand et français. En 1944, l'Alsace annexée par Hitler, faisait partie du Reich, y compris pour sa contribution à la guerre. Un de mes oncles était sur le front russe sous l'uniforme de la Wehrmacht ; il a été tué 10 jours avant la chute de Berlin en 1945 ; il n'avait pas 20 ans. Un autre avait déserté l'armée et s'était caché en Suisse. En représailles, mes grands-parents maternels et leurs deux fils adolescents furent déportés dans un camp en Silésie, aujourd'hui polonaise. En février 1944, ma mère a pu aller les visiter, traversant toute l'Allemagne en train, sous les bombardements des Alliés. Je faisais partie du voyage, encore bien au chaud. Soixante ans plus tard, quand je suis retourné sur ces lieux, il restait encore les ruines des usines d'armement et même le camp où mes grands parents avaient été hébergés mais plus personne pour me parler du quotidien de ces déportés. A la fin de la guerre, toute la population allemande avait été chassée vers l'ouest et remplacée par des Polonais, eux-mêmes chassés des régions de l'est par les Ukrainiens et les Russes ; lot commun des populations des régions frontalières, changeant de drapeau au gré des vainqueurs.

Voilà pourquoi je me sens profondément européen, connaissant le prix des guerres et de la paix retrouvée, de par mes racines où se croisent la petite histoire familiale et la grande Histoire. Voilà pourquoi je me sens aussi « paysan sans frontières » avec un regard attentif et bienveillant sur tous les éleveurs, sur tous les paysans, bien au-delà de l'hexagone.

Trois rencontres déterminantes

Malgré ces racines paysannes et européennes, j'ai passé une bonne partie de ma vie professionnelle dans les bureaux parisiens à l'**Institut de l'Élevage**. Après l'ENITA de Bordeaux, 16 mois de coopération technique en Côte d'Ivoire puis 5 mois à travailler dans des fermes aux Etats-Unis et à découvrir ce grand pays, j'ai trouvé un poste à l'ITEB, où j'avais fait mon stage. Toute une carrière, dans un même institut de Recherche - Développement, cela ne témoigne pas *a priori* d'une grande mobilité. Mais de par mon travail, me débrouillant en allemand et en anglais, j'ai pu organiser de nombreux voyages, participer à des congrès, visiter de nombreux centres de recherche et surtout **découvrir et mieux comprendre la très grande diversité de fermes laitières**, en Europe et en Amérique du Nord. Au cours de la dernière décennie, j'ai été chargé de préparer et de coordonner les projets européens impliquant l'Institut de l'Élevage, notamment le projet Green Dairy portant sur les systèmes laitiers et la qualité de l'eau dans une douzaine de régions de l'Espace Atlantique, de l'Ecosse au Portugal et incluant l'ouest de la France. Enfin, pour actualiser mes repères sur l'évolution des systèmes laitiers, j'ai refait une tournée aux Etats-Unis et au Canada

en 2007 et 2008, puis un dernier voyage professionnel avant la retraite, en plusieurs étapes de la Bretagne au Danemark, au printemps 2009, en pleine crise laitière.

Tout au long de ce périple, de la ferme paternelle jusqu'à cette ultime mission, j'ai fait de belles rencontres, tissé des liens d'estime et d'amitié, avec de nombreux collègues de l'Institut de l'Élevage et de l'INRA ou des conseillers de terrain, en France mais aussi en Europe et en Amérique du Nord. C'était comme une grande famille faisant le lien entre les fourrages et les herbivores, les systèmes d'élevage et les territoires. Mais avec le recul des années, les **rencontres** les plus marquantes, celles **qui ont élargi voire changé ma vision des systèmes d'élevages laitiers** (après une formation imprégnée par la forte croissance, l'intensification et la spécialisation des Trente Glorieuses), restent celles de trois éleveurs : André Pochon, au début des années 1980 qui a chamboulé ma vision de la prairie et du pâturage ; Gérard Bescher, au début des années 1990 qui en a fait de même pour la conduite des vaches Holstein ; et Jean-Yves Penn dans les années 2000, faisant une synthèse originale des deux précédents dans une petite ferme herbagère du Centre-Bretagne. Trois éleveurs à contre-courant du modèle dominant, bien dans leur peau, sans titre ni médaille, sans gros tracteurs, ni robot de traite mais gagnant bien leur vie, disponibles et ouverts au monde. Trois éleveurs pédagogues, intégrés dans des groupes ou des réseaux, qui ont accueilli sur leur ferme de nombreux éleveurs, techniciens, chercheurs et politiques, par cars entiers pendant des années.

J'ai eu la chance de lire le manuscrit de **André POCHON** (1981) sur la prairie temporaire à base de trèfle blanc puis de coordonner un important chantier sur ce thème, avec une centaine d'éleveurs laitiers bretons en collaboration avec les Chambres d'Agriculture et l'INRA, sous le regard bienveillant mais vigilant du « pape du trèfle blanc ». Nous avons ainsi pu valider ses écrits, notamment qu'une prairie riche en trèfle blanc et bien exploitée était aussi productive qu'une prairie recevant 200 kg d'azote minéral. Mais, au-delà de ce résultat technique et économique très percutant, c'est en fait **une toute autre vision du développement** qui a commencé à diffuser dans cette Bretagne très productiviste, hésitant entre le pâturage à rotations courtes et le pâturage continu intensif, deux techniques fonctionnant à plus de 400 unités d'azote par hectare (KEROUANTON et LE VIOL, 1987). A partir de cette base, André Pochon n'a cessé d'élargir son champ d'investigation, par d'autres écrits remettant en cause le modèle de développement des « Trente Glorieuses » et la politique agricole (POCHON, 2001). Il m'a aussi fait redécouvrir André Voisin, un chercheur praticien, éleveur herbager normand connu dans le monde entier mais oublié dans notre pays. Il est vrai que les quotas laitiers, qui venaient d'être mis en place, ont favorisé l'émergence d'une autre vision, une forme d'agroécologie concrète avant l'heure, remettant aussi en question la course à la productivité des vaches.

Ainsi, **Gérard BESCHER**, un éleveur du réseau « Retour à l'herbe » de Loire-Atlantique (PEYRAMAURE, 1997)

avait choisi de passer d'un système intensif ray-grass d'Italie - mais avec beaucoup de stocks pour ses vaches à haut potentiel, à un système tout herbe, avec des prairies pérennes, du trèfle et du pâturage toute l'année avec, comme seuls compléments, du foin et un peu de concentré. Malgré ce système d'alimentation très sobre, il a gardé son troupeau Holstein, acceptant de longues périodes de sous-alimentation des vaches par rapport à leur potentiel. La production laitière a effectivement chuté fortement - de 8 000 kg à moins de 5 000 kg/vache laitière - mais sans aggravation des problèmes sanitaires ni de reproduction. En fin pilote, Gérard BESCHER a montré **une toute autre façon d'utiliser la Holstein**, telle une voiture de course sur des chemins de campagne, en oubliant l'esprit de compétition. Et son revenu a doublé très rapidement, avec de fortes économies d'intrants et d'équipement, tout en allégeant la charge de travail, malgré les vaches supplémentaires. Comme il y avait beaucoup de « voitures de course » dans les fermes - plus de 70 % des vaches laitières françaises et européennes sont de race Holstein - cette démonstration a ébranlé quelques certitudes, notamment du côté des généticiens, des nutritionnistes et des économistes qui ne juraient que par la maximisation du lait par vache, par hectare et par travailleur, critères pertinents pour mesurer la productivité physique mais très insuffisants voire contre-productifs lorsque cette dernière entraîne des coûts de production, des investissements et un endettement très élevés comme au Danemark (Institut de l'Élevage, 2012).

Jean-Yves PENN quant à lui fait partie des « nouveaux herbagers » qui ont adopté le modèle néo-zélandais à partir des années 2000 en l'adaptant au contexte de l'ouest de la France (PEYRAMAURE, 1997 ; PENN et ROGER, 2011). Son témoignage illustre bien la **recherche, sans tabou, du type de vache le mieux adapté pour valoriser toutes ses prairies, avec du pâturage toute l'année**. Chez cet éleveur, le système s'inscrit parfaitement dans le paysage local, au fond d'une petite vallée de la Bretagne intérieure « froide et humide », défavorable au maïs. Dans la partie basse on trouve les prairies humides précieuses pour l'été ; puis, sur les pentes, des prairies de bonne qualité, plus précoces et plus séchantes à mesure que l'on monte, et enfin un plateau avec des affleurements de granit et un bois propices à l'hivernage extérieur. Chaque parcelle a sa fonction dans le calendrier de pâturage tout en laissant de la souplesse pour s'adapter aux années trop humides ou trop sèches. L'éleveur connaît aussi très bien ses vaches pour gérer au mieux les croisements successifs entre Jersiaises et Holstein, mais il parle davantage de leur rusticité, de leur fertilité, des aplombs que de leur production. Son objectif n'est pas d'augmenter la production de lait par vache ou par hectare mais d'assurer un bon revenu avec 120 000 litres de lait Bio produit avec les seules ressources de la ferme et sans endettement (PFLIMLIN, 2010¹). Là aussi, par rapport au système conventionnel initial, le revenu disponible pour la famille a été doublé, permettant à Elisabeth, sa femme, qui travaillait à l'extérieur, de

revenir à la ferme ; ils ont ainsi pu accueillir une fratrie de trois enfants haïtiens et aménager un gîte rural. Jean-Yves et Elisabeth Penn ont fait de ce fond de vallée, prédestiné à la forêt, plus et mieux qu'une ferme vivable et durable : un petit coin de paradis !

De la prairie pâturée à la planète

Une autre rencontre marquante au début des années 2000 fut celle avec des **éleveurs laitiers du Wisconsin** redécouvrant les vertus du pâturage après plus de 30 ans de stabulation permanente généralisée. C'est dire ma surprise de voir qu'un retour à l'herbe était possible, même aux Etats-Unis, familiers des systèmes d'affouragement « presse-bouton » des silos-tours. Lors de la dernière visite dans cette région en 2007, j'ai pu constater que les quelques centaines de pionniers rencontrés en 2001, à l'occasion d'une conférence sur la conduite du pâturage selon Voisin, avaient fait école, notamment auprès des jeunes cherchant à s'installer avec des investissements limités. Un quart des troupeaux du Wisconsin était revenu au pâturage. La technique avait aussi diffusé dans les Etats voisins, malgré des conditions climatiques peu favorables, avec des hivers froids et des étés chauds, ne laissant aucune chance au ray-grass anglais. Cette expérience a perduré et a contribué à la relance de l'installation des jeunes et à la diversification fromagère, deux atouts qui permettent aujourd'hui au Wisconsin d'afficher un nouveau dynamisme laitier, face aux grands troupeaux hors-sol de l'Ouest (Institut de l'Élevage, 2008).

J'ai vécu d'autres expériences non moins intéressantes ailleurs, en France et en Europe. Je n'oublie pas **les herbagers de toujours valorisant les prairies permanentes des piémonts et montagnes, et transformant le lait en fromages de haute qualité**. Respectant et valorisant les savoir-faire anciens, ces systèmes herbagers et fromagers semblent aujourd'hui particulièrement porteurs d'avenir. Le système franc-comtois et son fameux fromage de Comté en est l'illustration la plus emblématique, sinon le modèle « anti-crise » parfait.

Au cours des dernières décennies, la Recherche et le Développement ont aussi redécouvert tous les atouts des prairies pérennes pour préserver la qualité des sols, de l'eau et de l'air, de la biodiversité et des paysages, sans oublier la typicité et la qualité nutritionnelle de ces laits et fromages. Tous ces aspects ont été maintes fois développés lors des Journées de l'A.F.P.F. et dans la revue *Fourrages* auxquelles j'ai apporté régulièrement ma contribution et mes recommandations. Mais force est de constater que, pour mes deux thèmes favoris, **les légumineuses fourragères et le pâturage des vaches laitières**, s'ils ont gagné en crédibilité auprès des chercheurs (BÉRANGER et BONNEMAIRE, 2008 ; SCHNEIDER et HUYGHE, 2015), des conseillers et d'un nombre croissant d'éleveurs, leurs surfaces **n'ont cessé de diminuer**, de même que leur part dans l'alimentation du troupeau laitier français et européen (PFLIMLIN, 2013). Sans doute ces systèmes herbagers sont-ils plus complexes à gérer et

1 : pp 213-214

plus vulnérables au changement climatique annoncé ? Mais, dans l'immédiat, ce sont eux qui, en stockant du carbone et en économisant le pétrole, constituent le meilleur moyen pour en limiter les dégâts et préserver une planète vivable. Ce message est mieux entendu aujourd'hui mais reste encore à traduire par des aides nettement plus incitatives à la prairie, pour donner une suite plus concrète et immédiate à la COP21.

De la grève du lait de 2009 à la critique radicale de la politique laitière

Parler des éleveurs, des vaches et des prairies, c'était mon domaine de compétence. Mais les éleveurs laitiers, herbagers ou pas, pourront-ils résister au grand vent du libéralisme de l'après-quotas ? La réforme de la PAC de 2003 m'a obligé à regarder de plus près l'évolution de la politique agricole. Je dois l'avouer : bercé par la douce musique de la désintensification et de la multifonctionnalité du « modèle agricole européen » des années 1990, je n'ai pas cru à cette réforme, rupture totale pour le secteur laitier, qui allait relancer la course au volume et à l'agrandissement déjà bien engagée par le Danemark. C'est aussi **l'attitude de la Commission**, et plus particulièrement l'intransigeance de la Commissaire Mariann Fisher-Boel pendant la crise laitière de 2008/2009, qui **m'a poussé à analyser les motifs de cette stratégie de dérégulation**, envers et contre tout, alors qu'elle est particulièrement inadaptée pour le secteur laitier.

En septembre 2009, lors de mon départ à la retraite, la crise laitière était à son paroxysme, avec une grève de livraison massive et des épandages spectaculaires de lait dans les champs et les prés, notamment en Normandie, face au Mont Saint-Michel ou en Belgique, au Pays de Herve (cf. le film de ANDRIEN, 2012). Impossible de rester spectateur muet, face à de telles images, à de tels messages ignorés ou rejetés par les leaders de la FNSEA et de la FNPL². Le dernier jour de la grève du lait, j'ai publié mon premier article dans un quotidien de la presse nationale, intitulé « Pour une autre politique laitière européenne » (PFLIMLIN, 2009). Les dés étaient jetés. Profitant de ma liberté retrouvée - liberté de parole et de temps - et m'appuyant sur ma connaissance des systèmes laitiers européens, j'ai prolongé mon analyse et rassemblé mes expériences dans un livre sur *l'Europe laitière* avec un sous-titre qui reste pleinement d'actualité : *Valoriser tous les territoires pour construire l'avenir* (PFLIMLIN, 2010).

La diffusion et la discussion de ce livre s'est faite principalement auprès des groupes d'éleveurs déjà critiques envers le discours libéral et productiviste de la Commission, discours trop souvent relayé par le COPA³ et la FNSEA. Ce livre m'a aussi ouvert la porte auprès du Comité des Régions à Bruxelles comme expert sur l'évaluation de la politique laitière européenne. Ainsi, ce dernier a voté par deux fois en 2013 et 2015, et à une

large majorité, **deux avis très critiques sur la façon dont la Commission gère la sortie des quotas** (CdR, 2013 et 2015). Mais « l'administration bruxelloise » continue d'être sourde aux critiques sur l'absence de mesures de sécurisation du revenu des éleveurs face à l'extrême volatilité du prix du lait et sur le manque d'études d'impact de la fin des quotas sur les régions d'élevage des zones défavorisées. Critiques largement partagées par toutes les instances consultatives européennes³, la société civile *via* les ONG et de plus en plus vigoureusement par le Parlement Européen (NICHOLSON, 2015). C'est à cette Commission que s'applique tout particulièrement la seconde formule d'Edgar MORIN (2011), citée en préambule : au nom du Marché et de la Compétitivité, la Commission semble ignorer les personnes et manipuler les politiques ! Elle semble plus attentive aux arguments des lobbies qu'à ceux de la société civile (CANN, 2015, et LAURENS, 2015). Elle ne veut pas entendre que c'est l'abandon de la préférence communautaire au profit du marché mondial sans protection qui est la cause principale de la montée des courants europhobes (PFLIMLIN, 2014). Voilà pourquoi mes critiques envers la Commission sont devenues plus radicales ces derniers temps. Face à sa négation de la crise laitière depuis l'automne 2014, j'ai repris ma plume à plusieurs reprises pour l'interpeller de plus en plus directement, notamment à Bruxelles, le 7 septembre 2015, à la tribune commune de l'European Milk Board (EMB)⁴ et de la Via Campesina, lors la manifestation devant le siège du Conseil des ministres de l'Agriculture (PFLIMLIN, 2015c). Une voix parmi les 6 000 manifestants, sans illusion sur l'effet immédiat, mais je me devais d'être là, solidaire avec tous ces éleveurs venus des quatre coins de l'Europe. Faudra-t-il attendre qu'il y ait 100 000 paysans, citoyens et consommateurs, voire un million, paralysant Bruxelles pour que les politiques, en tout premier le Conseil et le Parlement Européen, se décident enfin à reprendre la main et exigent non seulement un changement de comportement de la Commission, mais aussi un changement de cap ?

La double impasse de la stratégie d'exportation de produits industriels

Dès 2010, dans *Europe laitière*, j'avais dénoncé la **double impasse de la dérégulation** : la trop forte polarisation sur le marché mondial et la course au volume et à l'agrandissement au nom de la compétitivité. Désormais, la crise est là, les éleveurs ont manifesté tout l'été 2015 en France et en Europe. Mais, comme en 2009, le discours reste le même à Bruxelles, à la Commission Européenne, au COPA-COGECA⁵, et même à Paris à la

3 : Voir le rapport de la Cour des comptes européenne et la réaction du Conseil économique et social européen (CESE) mentionnés par A. Pflimlin (2010), pp. 237-238 et 238-240.

4 : EMB : fédère les syndicats et les associations d'éleveurs laitiers qui demandent un retour à la régulation de l'offre et un prix du lait tenant compte des coûts de production

5 : COGECA : Confédération Générale des Coopératives Agricoles de l'Union européenne (dont les laiteries), qui a fusionné avec la COPA. La superstructure COPA-COGECA masque les conflits d'intérêt et brouille les messages

2 : FNSEA : Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles ; FNPL : Fédération nationale des Producteurs de Lait ; COPA : Fédération européenne de producteurs (syndicalisme majoritaire)

FNSEA. « *Les perspectives de marché étant bonnes à long terme et l'Europe ayant un potentiel important de croissance laitière, nous devons produire plus et exporter plus* » dit Phil Hogan, le Commissaire européen. « *Il faut accélérer la modernisation et la concentration des exploitations d'élevage pour les rendre plus productives et plus compétitives* », confirme le président de la FNSEA, également Vice-Président du COPA ⁶. Pour nos décideurs, continuant de rêver du grand export pour les prochaines décennies, la volatilité des prix mondiaux à court terme semble un aléa secondaire qu'il revient aux éleveurs d'anticiper. Or, la situation est devenue explosive à court terme du fait d'une trop forte croissance de la production, principalement en Europe, suite à la fin des quotas mais aussi au ralentissement de la demande solvable, notamment en Chine et dans les pays pétroliers, sans oublier l'embargo russe qui perdure depuis l'été 2014.

Les perspectives à moyen terme ne sont pas plus rassurantes si l'on y regarde de plus près (PFLIMLIN, 2015a). Le **marché laitier mondial** est marginal en volume (7 % de la production totale) et surtout en valeur, car il est constitué principalement par les poudres de lait, des produits industriels très standardisés donc très concurrentiels. Parmi les trois gros exportateurs fournissant plus de 70 % des volumes (Nouvelle-Zélande, USA et Union Européenne), nos deux compétiteurs sont bien mieux armés que nous. La Nouvelle-Zélande bénéficie d'un milieu idéal pour faire du lait de pâturage pas cher avec de gros troupeaux (400 vaches par ferme pour deux travailleurs). Autre atout, la laiterie Fonterra a le quasi-monopole de la collecte, de la transformation et de l'export ; elle est très bien implantée en Asie, notamment en Chine, depuis des décennies. Quant aux Etats-Unis, ce sont principalement les très grands troupeaux laitiers hors-sol des Etats peu peuplés des Rocheuses qui sont les gros producteurs et exportateurs de poudre. Ces *feed-lots* laitiers ont très peu de charges de structures, peu de contraintes environnementales et de la main d'œuvre « mexicaine » bon marché. De plus, ces gros troupeaux peuvent désormais aussi bénéficier de la garantie de marge sur coût alimentaire du nouveau Farm Bill 2014-2018 (Institut de l'Elevage, 2015b). Ce sont donc deux concurrents très redoutables sur le marché des poudres de lait !

Or **nos laiteries** - les coopératives surtout - continuent d'investir massivement dans de nouvelles tours de séchage de poudre pour l'export plutôt que dans les fromageries (Institut de l'Elevage, 2015b). Et la Commission européenne n'a rien prévu pour rééquilibrer une confrontation inégale avec ces concurrents mieux armés (PFLIMLIN, 2015a). Pire encore, elle veut aller plus loin en signant des accords de libre-échange avec le Canada et les Etats-Unis, mais aussi avec l'Amérique du Sud et même avec la Nouvelle-Zélande ! C'est suicidaire pour le secteur laitier mais aussi pour la cohésion, voire la survie de l'UE.

Quels enseignements pour les systèmes laitiers, les systèmes fourragers et la R & D ?

La stratégie de la Commission, d'ouverture totale de l'Europe agricole et alimentaire au marché mondial, pousse à la compétition, à la course au volume, au sur-investissement et donc au sur-endettement. Pour se préparer à la fin des quotas, les pays du nord de l'Europe ont fait très clairement ce choix ! **Le cas** le plus emblématique est celui **du Danemark qui s'est lancé l'un des premiers dans une restructuration vertigineuse** (PFLIMLIN, 2010). Les éleveurs laitiers danois sont devenus les champions du monde pour la productivité en tonnes de lait par travailleur familial mais les derniers de la classe européenne quant au revenu (Institut de l'Elevage, 2012). Pire encore, bon nombre d'entre eux sont devenus les forçats des banquiers, n'ayant d'autre choix que de continuer à traire de plus en plus de vaches dans une ferme ultra-moderne qui ne leur appartient plus. Même les plus raisonnables sont sur la corde raide et ne survivront dans les prochains mois qu'avec de nouvelles avances bancaires, si le prix du lait reste au niveau actuel. Cela servira-t-il au moins de leçon à d'autres pays ? On peut en douter si l'on écoute les discours du commissaire Phil Hogan et du président de la FNSEA pour recadrer la rentrée chahutée de fin août - début septembre 2015 ⁶.

Mais il ne faut pas désespérer pour autant ; on sait que les discours politiques sont éphémères et n'engagent que ceux qui les écoutent ! De plus, les réalités sont très diverses. Au-delà des modèles herbagers emblématiques déjà cités et qui se sont multipliés surtout dans l'ouest de la France - notamment dans le cadre du Réseau Agriculture Durable -, **de nombreux autres éleveurs gagnent bien leur vie**, même en ces temps de crise, d'excédents et de chute des prix mondiaux. On pense évidemment aux producteurs sous AOP (Comté par exemple) ou d'autres en Agriculture biologique dont le prix du lait n'est pas ou peu dépendant de la poudre néo-zélandaise. Voilà deux modèles qui affichent des prix plus élevés et plus réguliers en misant sur la qualité, cahier des charges à l'appui, ainsi que sur un contrôle de l'offre, mieux ajustée au marché. Même si ces modèles ne sont pas généralisables, ils ouvrent des voies pour d'autres formes de démarcation des produits laitiers, à l'opposé de la poudre de lait, minéral de base du marché mondial, cumulant tous les handicaps, du moins pour les éleveurs qui sont la variable de « sur-ajustement » de la filière. En effet, la volatilité des cours mondiaux est répercutée rapidement et fortement sur le prix du lait à la ferme alors que 90 % du lait est valorisé sur le marché interne et que le consommateur ne voit que très rarement des prix en baisse !

Il y a une vraie demande pour des produits laitiers plus naturels, à base d'herbe, sans soja OGM, pour le lait de montagne ou de telle région herbagère. Les indications géographiques (IGP) ou le lait de pâturage, le lait équitable pourraient aussi se développer rapidement s'ils sont

6 : Agra Presse du 31 08 2015

accompagnés par un cahier des charges simple mais transparent. Le seul affichage de l'origine du pays, où tous les modes de production peuvent perdurer, ne suffira pas à justifier bien longtemps une préférence et encore moins une plus-value par rapport aux produits d'autres pays de l'UE (PFLIMLIN, 2015b).

La diversité des systèmes laitiers et des filières est une spécificité et une richesse française reconnue mais cette diversité reste forte également au niveau européen au regard d'autres continents. Il faudrait donc mieux valoriser toute la diversité pédoclimatique, des types de prairies, des races, des savoir-faire et des cultures gastronomiques, pour consolider les marchés régionaux. Inversement, il n'y a pas d'avenir pour la très grande majorité des éleveurs laitiers français et européens dans la production de « lait minéral » pour en faire de la poudre pour le marché mondial (PFLIMLIN, 2015a). Il faut donc remettre la priorité sur le marché européen qui représente plus de 90 % du chiffre d'affaire de la filière. Ce message semble un peu mieux entendu aujourd'hui par certaines laiteries mais la plupart rechigne encore à organiser des collectes et des chaînes de fabrication séparées et préfère investir dans les tours de séchage.

Quant à l'export, il faudrait davantage miser sur les produits de qualité, à l'image de ce qui a été fait pour le vin en France depuis quelques décennies. Il faudrait aussi négocier des contrats plus pérennes avec les pays du sud de la Méditerranée qui n'ont pas assez de terre ni d'eau pour produire du lait mais qui ont du gaz et du pétrole dont nous aurons encore besoin pour quelques temps.

C'est **en valorisant mieux le marché européen et en le protégeant du libre-échange destructeur que l'on pourra réellement envisager de nouveaux systèmes** d'élevage, de nouveaux systèmes d'alimentation et d'organisation des filières mais aussi **de nouvelles formes de développement, dans l'esprit de l'agroécologie** au sens large. Sa déclinaison pour les systèmes d'élevage avec quelques idées force, dont le retour des races mixtes pour valoriser davantage de prairies, ouvre de nouvelles perspectives de développement durable mais aussi une toute autre approche de la Recherche – Développement où les éleveurs devraient revenir au centre du jeu (POCHON, 2008 ; PFLIMLIN et FAVERDIN, 2014).

Comment cette vision globale, de plus en plus partagée, peut-elle se traduire concrètement dans l'évolution des études et du conseil sur les systèmes d'élevage ? Il y a déjà eu, après les Trente Glorieuses, un changement indéniable vers une agriculture plus durable avec une approche systémique intégrant mieux les aspects sociaux et environnementaux (LANDAIS et BONNEMAIRE, 1996). Il y a plus récemment la redécouverte de l'agroécologie prônant l'interdisciplinarité, les approches territoriales, la recherche-action avec les éleveurs (PFLIMLIN et FAVERDIN, 2014)... et d'une nouvelle dynamique de l'agriculture paysanne européenne (VAN DER PLOEG, 2014) et mondiale (CSA HLPE, 2013). Mais, malheureusement, il y a aussi et en même temps une relance de la compétition internationale, du diktat de la Bourse et du commerce à courte vue

piloté par l'agrobusiness. Et c'est ce modèle qui reste largement dominant, voire hégémonique aujourd'hui, en contradiction avec les grands enjeux mondiaux et les attentes sociétales.

Perspectives : vers une nouvelle solidarité... en boucle, entre le local et le global

Tout au long de ce chemin, entre le trèfle et la prairie, la vache et le lait, l'éleveur et le consommateur, la nature et la planète, **j'ai acquis la conviction que tout est lié**, donc que la technique et la science ne sont pas neutres. Le trèfle nous a obligé à regarder de plus près le sol sous la prairie, un autre monde vivant remis en lumière par l'agroécologie. La prairie pérenne qui stocke du carbone, le trèfle qui fixe l'azote gratuitement, sans pétrole, sont des leviers importants pour lutter contre, ou du moins atténuer, le changement climatique. Les vaches sont des herbivores et doivent permettre de valoriser en priorité les territoires non adaptés aux grandes cultures ; leur hyper spécialisation laitière doit être corrigée. Ainsi, chacun dans son travail, depuis le laboratoire, la ferme, jusqu'à l'assiette, a sa part de responsabilité dans la marche de ce monde, de celui que nous laisserons à nos enfants et petits enfants.

Certes, les enjeux sont de plus en plus vastes et complexes. Raison de plus pour ne pas mettre les éleveurs du monde entier en compétition frontale, ce qui pousse inéluctablement au moins-disant économique, social et environnemental, parfois à la guerre. Pour ce troisième millénaire qui a démarré dans la crise, ou plutôt les crises multiples et chroniques, dans l'insécurité croissante, avec des flux incontrôlables de réfugiés et de migrants aux portes de l'Europe, c'est une politique inverse qu'il faudrait faire, notamment pour l'agriculture et l'alimentation. C'est **en soutenant le développement local par l'agriculture paysanne et l'artisanat, en respectant réellement la souveraineté alimentaire des pays du Sud** que l'on peut permettre à ces migrants potentiels de rester dans leur village et leur pays... Il serait temps que l'Europe délivre un autre message que celui du seul commerce à courte vue au profit des multinationales et donc que le Parlement Européen ne ratifie pas les accords de partenariat économique (APE) qui fragiliseraient encore plus les pays d'Afrique de l'Ouest (CONCORDEUROPE, 2015).

Le « carré magique » - productivité, compétitivité, rentabilité, solvabilité -, cher à la Banque Mondiale, avait déjà privilégié les cultures de vente pour l'export aux dépens des cultures vivrières et de l'alimentation des populations locales. Désormais, c'est le « carré tragique » piloté par la finance internationale qui est à l'œuvre au niveau mondial, avec ses quatre composantes qui tournent en boucle : l'agriculture industrielle, l'agro-industrie des multinationales, le commerce mondial et la grande distribution. Leur imbrication de plus en plus étroite en fait un monstre froid et insatiable qui, sous prétexte de

« nourrir le monde », le pille en chassant les petits paysans de leurs terres (MERLET, 2013), en ruinant l'artisanat local et le petit commerce, en imposant nos modes de consommation voire de gaspillage aux populations du Sud, accentuant ainsi leur insécurité et leur dépendance. C'est ce j'ai réalisé davantage et de façon plus concrète depuis que je suis bénévole à Frères des Hommes, une ONG de solidarité internationale dont l'un des axes majeurs porte sur l'agriculture paysanne et l'accès à la terre dans les pays du Sud.

Rappelons qu'au niveau mondial, d'après la FAO (CSA HLPE, 2013), **les 3/4 des exploitations disposent de moins de 1 ha**, que 95 % ont moins de 5 ha et que ces petites fermes, **ces petits paysans assurent** néanmoins encore près des **2/3 de la production et de l'alimentation mondiale** ! Que deviendraient ces familles si elles sont balayées par l'agrobusiness ? Quels emplois leur proposer demain, alors que l'industrie, là où elle existe, se tourne vers la robotisation ? C'est l'avenir de deux milliards de personnes qui est en jeu. Rappelons aussi que l'Inde, avec 70 millions de micro-troupeaux à 1 ou 2 vaches ou bufflonnes, produit assez de lait pour nourrir sa population (100 kg/habitant) alors que la Chine, qui a mis la priorité sur les très grands troupeaux notamment depuis 2008, voit sa production et sa consommation stagner à un niveau bien plus faible (30 kg/habitant).

Dans certains pays, l'acquisition d'une seule vache reste encore hors de portée. C'est le cas dans le sud du Rwanda où l'introduction de quelques poules ou lapines, d'une ou deux chevrettes, d'une jeune truie, ouvre de nouveaux horizons à ces paysans disposant de moins d'un demi hectare de terre. Ce modeste élevage de basse-cour est souvent la première étape d'un véritable parcours de développement permettant à la fois d'avoir du fumier pour fertiliser et protéger ces terres très sensibles à l'érosion, de mieux nourrir la famille et d'avoir un peu d'argent pour scolariser les enfants. Dans ce petit pays se relevant d'un terrible génocide, redevenu l'un des plus denses peuplé du monde, le projet du gouvernement de « *une vache par famille* » n'est pas accessible actuellement à la plupart des paysans, faute de surface pour la nourrir, même si c'est leur rêve commun (ISTOM - FDH, 2015). Qui oserait prétendre que ce rêve est dérisoire, qu'ils n'ont aucune chance de survivre demain ?

Ainsi l'agriculture paysanne et vivrière, l'élevage herbager ou pastoral restent les modèles les plus pertinents et les plus efficaces, au Nord comme au Sud, pour préserver la sécurité alimentaire et l'emploi, protéger la nature et l'environnement comme pour « refroidir » la planète ou du moins limiter le réchauffement (Confédération Paysanne, 2015 ; Institut de l'Élevage, 2015c). Beau programme pour toutes les bonnes volontés et d'une brûlante actualité en cette fin 2015. **De grandes voix se sont exprimées** dans ce sens, notamment des agronomes (Marcel MAZOYER (MAZOYER et ROUDART, 2002), Marc DUFUMIER (2012)...), des autorités politiques (tel Olivier DE SCHUTTER, rapporteur spécial de l'ONU sur la sécurité alimentaire (DE SCHUTTER, 2014) ou morales, tel le pape FRANÇOIS qui lie très explicitement la dégradation de l'en-

vironnement et l'accroissement des inégalités et de la pauvreté (Pape FRANÇOIS, 2015).

Mais parlons clair : **la vraie sobriété**, à commencer par la sobriété énergétique, **suppose une rupture, une révolution culturelle**, à l'opposé de notre « civilisation de consommation ». Or le pétrole est à nouveau trop abondant et trop bon marché pour inciter aux économies. Malgré le diagnostic très largement partagé sur les catastrophes climatiques à venir, nous continuons à miser davantage sur notre capacité d'adaptation que sur les vrais moyens de lutte, nous disant à voix basse que l'Europe sera moins impactée que l'Afrique, l'Asie ou l'Amérique ou, tout simplement, que ça nous dépasse. Faudra-t-il attendre que des millions de migrants climatiques s'ajoutent aux millions de réfugiés de guerre et de migrants économiques pour nous réveiller et commencer à agir, chacun à sa modeste place ? Là aussi, il faut choisir entre collaboration résignée ou résistance active, dès maintenant, sans attendre les accords géopolitiques toujours trop longs à se concrétiser, même lorsqu'il y a « unanimité sur les bonnes résolutions » comme à la COP21 !

Tout au long de cette route du lait, du trèfle à la planète, j'ai rencontré des hommes et des femmes qui ont choisi le chemin de la résistance et du risque de marginalisation pour mieux préserver nos lendemains. Même si, après quelques années de tâtonnement, ils sont souvent confortés dans leurs choix par leurs bons résultats, notamment en ces temps de crise, nous nous devons de les remercier encore une fois de nous avoir montré qu'une autre voie était possible, celle qui réconcilie l'homme avec la nature mais aussi les hommes entre eux, par la coopération et la complémentarité dans la diversité et pour le bien commun plutôt que par la confrontation dans une compétition inévitabile et suicidaire à moyen terme.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BÉRANGER C., BONNEMAIRE J. (2008) : *Prairies, herbivores, territoires : quels enjeux ?*, éd. Quae, 188 p.
- CANN V. (2015) : « De si confortables pantoufles bruxelloises », *Le Monde Diplomatique*, sept. 2015.
- CdR (2013) : *Avis - Evolution de la situation du marché et des conditions relatives à la suppression progressive du système de quotas laitiers - Deuxième rapport sur l'"atterrissage en douceur"*, Rapport R. Souchon, 30 05 2013, Comité des Régions, Union Européenne ; <http://www.toad.cor.europa.eu/corwipdetail.aspx?folderpath=NAT-V/028&id=22015>
- CdR (2015) : *Avis - L'avenir du secteur laitier*, Rapport R. Souchon, Comité des Régions, Union Européenne, 16-17 04 2015 ; <http://www.toad.cor.europa.eu/corwipdetail.aspx?folderpath=NA T-VI/001&id=23275>.
- CONCORDEUROPE (2015) : *A qui profite l'accord de partenariat économique UE- Afrique de l'Ouest ?* ; <http://www.concordeurope.org/frc>
- Confédération Paysanne (2015) : *Climat : l'agriculture paysanne pour refroidir la planète ; suppl à Campagnes Solidaires*, n°303, 4 p ; http://www.confederationpaysanne.fr/sites/1/mots_cles/documents/4pages_climat.pdf

- CSA HLPE (2013) : *Paysans et entrepreneurs : investir dans l'agriculture des petites exploitations pour la sécurité alimentaire, Rapport 6*, Comité de la sécurité alimentaire mondiale, FAO ; <http://www.inter-reseaux.org/ressources/article/rapport-hlpe-csa-paysans-et>
- DUFUMIER M. (2012) : *Famine au Sud, malbouffe au Nord*, Nil éd.
- Pape FRANÇOIS (2015) : *Loué sois-tu. Lettre encyclique Laudato Si'*, éd. Emmanuel - Quasar, 126 p.
- Institut de l'Élevage (2008) : *La filière laitière aux Etats Unis : Restructuration et délocalisation accélérée*, Technipiel, Dossier Economie, N°378b.
- Institut de l'Élevage (2012) : *Les modèles laitiers du Nord de l'UE*, Technipiel, Dossier Economie n°428.
- Institut de l'Élevage (2015a) : *Marchés mondiaux des produits laitiers*, Technipiel, Dossier Economie n°458.
- Institut de l'Élevage (2015b) : *Lait en Europe du Nord*, Technipiel, Dossier Economie n°460, p 5, 60 p.
- Institut de l'Élevage (2015c) : *Elevage de ruminants et changement climatique*, Collection l'Essentiel, 24 p.
- ISTOM - FDH (2015) : *Intérêt de l'introduction du petit élevage dans les très petites exploitations du sud du Rwanda*.
- KÉROUANTON J., LE VIOL B. (1987) : "Pâturage continu : de bons résultats dans le Nord-Finistère", *Fourrages*, 111, 259-269.
- LANDAIS E., BONNEMAIRE J. (1996) : "La Zootechnie : art ou science ?", *Courrier de l'environnement de l'INRA*, 27, 22-44.
- LAURENS S. (2015) : "Les élus passent, les eurocrates restent", *Le Monde Diplomatique*, sept. 2015.
- MAZOYER M., ROUDART L. (2002) : *Histoire des agricultures du monde*, éd. du Seuil.
- MERLET M. (2013) : *Les accaparements de terres dans le monde* ; www.agter.org
- MORIN E. (2007) : *L'an I de l'ère écologique*, éd. Taillandier.
- MORIN E. (2011) : *La Voie*, éd Fayard.
- NICHOLSON J. (2015) : *On prospects for the EU dairy sector - review of the implementation of the dairy package*, Report 10.6.2015, (2014/2146(INI)), Committee on Agriculture and Rural Development, UE, 26 p.
- PEYRAMAURE C. (1997) : "Désintensification dans des exploitations laitières de Loire-Atlantique", *Fourrages*, 152, 473-482.
- PENN J.Y., ROGER P. (2011) : "Réduire les besoins en stocks : témoignage sur une pratique d'élevage dans le Morbihan", *Fourrages*, 206, 87-90.
- PFLIMLIN A. (2009) : "Pour une autre politique laitière européenne", *La Croix*, 24 09 2009.
- PFLIMLIN A. (2010) : *Europe laitière : valoriser tous les territoires pour construire l'avenir*, éd. France Agricole, 314 p.
- PFLIMLIN A. (2013) : "Evolution des prairies et des systèmes d'élevage herbagers en Europe : bilan et perspectives", *Fourrages*, 216, 275-286.
- PFLIMLIN A. (2014) : "L'alerte anti-Europe pourrait être salutaire", *La Croix*, 23 06 2014.
- PFLIMLIN A. (2015a) : *Le marché laitier mondial est un piège pour les éleveurs et un pari fatal pour l'UE*, Note du 13 07 15, <http://mars-asso.fr/page-des-billets/>.
- PFLIMLIN A. (2015b) : *Crise laitière : mirages et réalités*, Note du 07 08 2015, <http://mars-asso.fr/page-des-billets/>.
- PFLIMLIN A. (2015c) : *Crises laitières : le Conseil des Ministres et le Parlement Européen doivent exiger un changement de stratégie de la Commission*, Note du 01 09 2015, <http://mars-asso.fr/page-des-billets/>
- PFLIMLIN A., FAVERDIN P. (2014) : "Les nouveaux enjeux du couple vache - prairie à la lumière de l'agroécologie", *Fourrages*, 217, 23-35.
- POCHON A. (1981) : *La prairie temporaire à base de trèfle blanc*, éd. Technipiel - ITEB.
- POCHON A. (2001) : *Les sillons de la colère, la malbouffe n'est pas une fatalité*, éd. Syros.
- POCHON A. (2008) : *Agronomes et paysans un dialogue fructueux ?*, éd. Quae, Sciences en questions, 70 p.
- SCHNEIDER A., HUYGHE C. (2015) : *Les légumineuses pour des systèmes agricoles et alimentaires durables*, éd. Quae, 512 p. ; en accès libre sur www.quae.com
- DE SCHUTTER O. (2014) : *Le droit à l'alimentation, facteur de changement*, AG de l'ONU ; A/HCR/16/49.
- VAN DER PLOEG J.D. (2014) : *Les paysans du 21^e siècle. Mouvements de repaysanisation de l'Europe d'aujourd'hui*, co-édition Charles Léopold Mayer - Confédération Paysanne.

RÉFÉRENCES CINÉMATOGRAPHIQUES

- ANDRIEN J.J. (2012) : *Il pleut sur le grand paysage*, film sur la grève du lait 2009 au Pays de Herve (Belgique).



Association Française pour la Production Fourragère

La revue *Fourrages*

est éditée par l'Association Française pour la Production Fourragère

www.afpf-asso.org



AFPF – Centre Inra – Bât 9 – RD 10 – 78026 Versailles Cedex – France

Tél. : +33.01.30.21.99.59 – Fax : +33.01.30.83.34.49 – Mail : afpf.versailles@gmail.com

Association Française pour la Production Fourragère